Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

100-101 | 2005

Éducation, religion, état

Appel à participation pour la création d'une organisation professionnelle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1626>

DOI : 10.4000/jda.1626

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

« Appel à participation pour la création d'une organisation professionnelle », *Journal des anthropologues* [En ligne], 100-101 | 2005, mis en ligne le 21 février 2009, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1626>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Journal des anthropologues

Appel à participation pour la création d'une organisation professionnelle

- 1 Depuis quelques mois, la Société d'ethnologie française a entamé une réflexion sur la professionnalisation des ethnologues et sur les conditions du travail sous contrat. En mars 2004, elle a organisé à l'université de Bordeaux II un colloque franco-espagnol sur le thème « L'anthropologie appliquée aujourd'hui ». A la même période, l'APRAS (Association pour la recherche en anthropologie sociale) et l'AFA (Association française des anthropologues) ont organisé de leur côté et sans concertation *a priori*, une journée d'étude respectivement sur les thèmes « L'ethnologie hors les murs » (mars 2004) et « L'anthropologie sous contrat : pratiques et produits » (mai 2004).
- 2 Cette convergence d'intérêt est liée à deux phénomènes qui conduisent à l'exercice de plus en plus fréquent d'une recherche anthropologique finalisée (sous contrat) :
 - l'intérêt croissant des anthropologues pour des terrains du proche autrement inaccessibles (entreprises, administrations, institutions politiques...);
 - une « demande sociale » croissante dans des secteurs de plus en plus nombreux (santé, travail social, humanitaire, politique de la ville, aménagement du territoire, éducation nationale, etc.).
- 3 Elle se manifeste aussi dans un contexte de manque de financements dans le secteur public et d'absence de débouchés pour les jeunes chercheurs. Les enseignants s'interrogent sur l'avenir de leurs étudiants. De très nombreux doctorants travaillent dans des conditions extrêmement précaires puis attendent de longues années, une fois titulaires du doctorat, avant d'accéder à un poste de chercheur ou de devoir y renoncer devant la rareté des postes. Certains se professionnalisent ou tentent d'être rémunérés pour ce qu'ils savent faire, à savoir la mise en œuvre d'un questionnement anthropologique, dans des conditions souvent précaires et en tout cas ponctuelles.
- 4 Par ailleurs, les commandes, auxquelles beaucoup de chercheurs confirmés répondent de toute façon parce qu'elles leur permettent de financer une partie de leurs travaux ou de pénétrer un milieu pour l'étudier de l'intérieur, conduisent ces mêmes chercheurs à

adapter leurs méthodes d'investigation, à modifier la manière dont ils construisent ou « co-construisent » leur objet et dont ils restituent leurs résultats.

- 5 Pourtant, aucune réflexion globale n'a été menée jusqu'ici dans une perspective de long terme. La demande formelle d'une expertise émanant d'acteurs politiques, d'entreprises ou d'institutions qui souhaitent être éclairés dans leurs décisions, ou tout simplement comprendre la complexité du monde qui les entoure, est de plus en plus prégnante. Mais l'expérience d'une anthropologie d'intervention est restée jusqu'ici confidentielle. Elle est en tout cas éclatée en de multiples pratiques, s'exerce dans de nombreux secteurs sociaux et culturels et depuis des lieux aussi divers que les laboratoires de recherche, l'université, les associations ou encore l'exercice libéral.
- 6 C'est pour tenter de créer un lieu permanent de réflexion et de soutien des chercheurs et des professionnels qui pratiquent d'une manière ou d'une autre une anthropologie d'intervention que nous lançons cet appel. Il ne s'agit pas de créer une énième association. D'autant plus que nous ouvrons le débat au sein de la Société d'ethnologie française, qui accueille cette commission, et où nous pourrions poursuivre nos travaux. Notre objectif est d'aboutir à la création d'une organisation professionnelle (fédération inter-professionnelle ou syndicat par exemple) qui :

- rassemble de manière transversale les ethnologues/anthropologues qui réalisent des recherches sous contrat, quel que soit leur statut ;
- réunisse aussi bien des individus que des personnes morales ;
- mène des actions concrètes.

7 Nos propositions :

1. Participer à la création de cette organisation professionnelle.
2. Faire fonctionner un groupe de travail pour animer une réflexion au niveau scientifique (par exemple en invitant des chercheurs qui ont un apport théorique à faire sur le sujet) et pratique (informations sur les appels d'offre, sur les diverses situations contractuelles : signature d'un contrat de recherche entre un commanditaire public ou privé et l'université, un laboratoire de recherche, un chercheur sous statut libéral, etc.).
3. Créer une revue en ligne accueillant des textes relatifs à des recherches sous contrat, de manière à cerner progressivement la pratique d'une anthropologie finalisée ou d'intervention et à recenser les pratiques professionnelles se réclamant de l'ethnologie ou anthropologie. Cette revue sera abritée par le site de la Société d'ethnologie française, l'un des sites les plus consultés pour ce qui concerne l'ethnologie en France.

- 8 Nous attendons donc des réactions, un soutien ainsi que des (bonnes) volontés pour mettre en œuvre ce chantier, à l'adresse suivant :

sef.atp@culture.gouv.fr

Benoît Carteron, Angers, Institut de psychologie et sociologie appliquées, université catholique de l'Ouest.

Frédérique Fogel, Paris X-Nanterre, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (UMR 7535/CNRS).

Francine Furmeaux, Paris, LAU/CNRS.

Françoise Lafaye, Bordeaux, UMR 5185 ADES/Sociétés, santé, développement.

Sylvie Malsan, Paris, ethnologue indépendante, Bureau de la société d'ethnologie française.

Anne Monjaret, Paris, CERLIS (Paris V-CNRS), membre du conseil de la SEF.

Gilles Raveneau, Paris X-Nanterre, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (UMR 7535/CNRS).